



## Lettre n° 294 du 2 juillet 2023

### Au sommaire :

- **Après le meurtre de Nahel, la révolte de la jeunesse participe de la contestation globale du monde du travail** - *Christine Héraud*
- **Poutine, Prigojine and co, la décomposition en cours de l'État et de l'armée russe pourrait ouvrir la porte à la rébellion des travailleurs, des femmes, de la jeunesse** - *Galia Trépère*
- **On ne dissout pas le soulèvement du peuple !** - *Texte collectif dans le cadre des discussions au sein du NPA*

## Après le meurtre de Nahel, la révolte de la jeunesse participe de la contestation globale du monde du travail

Lors d'un banal contrôle routier, Nahel, 17 ans, a été abattu de sang-froid par un policier à Nanterre après un refus d'obtempérer. Alors qu'il n'était nullement en état de légitime défense, le policier qui le tenait en joue et lui hurlait « *Ouvre ou je te mets une balle dans la tête !* » a tiré à bout portant sur la poitrine du jeune homme.

La version des flics, celle de la légitime défense, serait devenue le mensonge officiel si la vidéo d'un passant, virale sur les réseaux sociaux, n'avait filmé les faits.

Ce n'est ni une bavure, ni une dérive, mais la logique d'une politique sécuritaire du pouvoir qui n'a d'autre réponse aux effets de la violence sociale qu'il organise que la répression par une police gangrenée par le racisme, la peur et la haine des classes populaires, de la jeunesse qui lui sont inculqués par sa hiérarchie et que l'extrême-droite, sa politique nationaliste et xénophobe nourrissent et encouragent.

Tout est permis à cette police sous pression qui peut agir en toute impunité, protégée par l'arsenal des lois votées sous les gouvernements Sarkozy, Hollande ou Macron, dont la loi Cazeneuve de 2017 dite de « sécurité publique » votée sous Hollande, véritable permis de tuer. En témoigne l'augmentation du nombre de tués par les forces de l'ordre qui a doublé depuis 2020, dont 13 en 2022 pour le seul refus d'obtempérer.

### La révolte légitime des quartiers populaires contre la police et l'Etat

L'assassinat de Nahel a déclenché une série d'émeutes qui se sont multipliées dans la nuit de mardi à mercredi puis les nuits et les jours suivants, en région parisienne et dans les quartiers populaires et centres de nombreuses villes

du pays, ciblant des commissariats, des bâtiments publics symboles des institutions et de l'Etat, des magasins livrés au pillage ou du mobilier urbain, qui témoignent d'une révolte profonde, explosive, d'une fraction de la jeunesse des classes populaires que la société exclut et stigmatise.

Cette révolte est largement partagée par les habitants des quartiers populaires dont des milliers ont manifesté à Nanterre, toutes générations confondues, lors de la Marche blanche, « Marche de la colère », gazée et dispersée par la police de Darmanin.

Les politiciens et autres commentateurs réactionnaires habitués des médias aux ordres ont affiché leur hypocrite incompréhension, accusé les jeunes de violence « *aveugle* », sur « *des cibles incompréhensibles* », pour discréditer leur révolte légitime contre la stigmatisation et le racisme, les contrôles au faciès et les provocations policières dans les quartiers populaires, mais aussi contre la discrimination à l'emploi, le chômage et la précarité, la misère dans ces banlieues ouvrières vidées de leurs services publics et de moyens pour leurs écoles, aux logements à l'abandon. Ils voudraient discréditer leur révolte contre cette société injuste et violente qui s'est aussi largement exprimée dans le mouvement contre la réforme des retraites de ces derniers mois.

Ils flattent l'indignation passive qu'entretient dans les quartiers le sentiment d'incompréhension devant les destructions de bâtiments publics utiles à la population dont une partie se sent une fois encore victime, pour mieux diviser, voire retourner une partie de l'opinion contre la jeunesse. Leurs calculs démagogiques, leur intérêt inhabituel pour la vie des habitants des quartiers pauvres, cette hypocrisie qui prétend désigner « les voyous » à la

vindictes populaires et les parents comme incapables de « tenir » leurs enfants est insupportable de même que leur mépris social qui ne manquera pas de se retourner contre eux.

## **Le gouvernement, pompier-pyromane**

Macron, a d'abord qualifié « *d'inexplicable* » et « *d'inexcusable* » la mort du jeune Nahel, alors que sa politique de guerre contre les « classes dangereuses », les pauvres, sa démagogie xénophobe et raciste ne font qu'encourager les crimes de la police. Les ministres, Borne en tête, se sont déployés sur le terrain, ont appelé au calme, contraints de prendre leur distance, de se désolidariser du policier assassin, placé par la justice en détention préventive pour « homicide volontaire ». Borne n'a pu que qualifier les images diffusées de « *choquantes* » tentant de faire de l'intervention du policier « *qui ne semble manifestement pas conforme aux règles d'engagement de nos forces de l'ordre* » une affaire isolée. « *Ce n'est pas la République qui est en garde à vue, ce n'est pas la République qui a tué ce jeune homme* » a déclaré Vèran. Mais c'est bien cette République qui défend l'ordre des privilégiés, la violence sociale que la jeunesse conteste.

Et c'est contre celle-ci que Macron se retourne, condamnant les « *violences [...] injustifiables* ». Ses appels au « *recueillement, à la justice et au calme* » veulent éviter « *l'embrasement* », dont les véritables raisons sont sociales. Affaibli et discrédité, il voudrait éviter à tout prix que la contestation ne s'étende, alors qu'une large partie de l'opinion comprend cette révolte et la partage. Il n'a d'autre réponse que la répression, qui a commencé avec le déploiement deux jours après la mort de Nahel de 40 000 gendarmes et policiers, la BRI, le Raid et le GIGN mobilisés. Il prépare le terrain pour remettre de l'ordre dans les quartiers, « *ne rien exclure... adapter le dispositif de maintien de l'ordre, sans tabou* ». Mais le déploiement policier, les centaines d'arrestations et les lourdes peines de prison ferme déjà prononcées, les couvre-feux ne peuvent étouffer la révolte.

## **Odieuse instrumentalisation du bloc réactionnaire**

« *Notre collègue a été cloué au pilori pour calmer des émeutiers qui s'en prennent à la République et acheter la paix sociale* », a déclaré Davido Reverdy, du syndicat de police Alliance qui écrivait dans son premier tract « *les policiers sont au combat car nous sommes en guerre. Demain nous serons en résistance et le gouvernement devra en prendre conscience* ». Les syndicats de police disent tout haut ce que l'Etat lui-même ne peut dire pour ne pas ajouter à la provocation face à des millions de salarié·e·s et de jeunes qui sont descendu·e·s dans la rue contre sa réforme des retraites. Cette guerre, lui-même la mène contre les travailleurs et les peuples, imposée par la finance qui exige l'aggravation de l'exploitation du travail.

Le bloc réactionnaire a réagi aux accusations de racisme de la police en retournant l'accusation contre les jeunes

« issus de l'immigration ». Le Républicain Bellamy a déclaré, « *Si ce jeune est mort, c'est d'abord parce qu'il a cherché à se soustraire à un contrôle. Rien, jamais, ne justifie qu'on s'en prenne à des policiers.* ». Pour Eric Ciotti, le crime du policier de Nanterre « *n'entache en rien le soutien que l'on doit aux policiers... L'extrême gauche souffle sur les braises et espère une vengeance contre les forces de l'ordre. Insupportable !* ».

Avec l'extrême-droite, qui apporte son « soutien absolu aux forces de l'ordre », ils alimentent le climat de haine qui cherche à diviser les classes populaires, les travailleurs, en flattant les peurs et les préjugés, l'incompréhension.

## **Appeler au calme ou à s'organiser collectivement contre la police et le pouvoir des Bollore and co qu'elle sert ?**

Si Darmanin a voulu chercher des responsabilités politiques en accusant d'irresponsables les députés de la France insoumise ou des différentes composantes de la NUPES qui ont exprimé leur solidarité avec la révolte, leurs ambiguïtés sur les appels au calme s'accompagnent de la défense d'une police républicaine dont se revendique tout autant Darmanin et qui ne pourrait être que ce qu'elle est, une police au service de l'ordre établi.

Dénonçant le racisme qui gangrène la police, ils défendent une police refondée, de proximité, proche des populations des quartiers, comme le maire communiste de Grigny, Philippe Rio, qui déclarait dans *Le Monde*, « *Il faut que l'on ait le courage de remettre à plat notre doctrine policière, qui est en échec. Il y a sur ce sujet un dogmatisme politique, qui nous empêche de voir la nécessité de retisser une relation de confiance entre la police et sa population.* »

Mais peut-on tisser une relation de confiance avec les forces armées d'un Etat qui défend un ordre social injuste et violent contre les exploité·e·s ?

La violence policière d'Etat s'exerce avec d'autant plus d'arbitraire et d'autoritarisme que les attaques redoublent contre les travailleurs, les jeunes, les pauvres, pour que la machine à profits continue de tourner pour une minorité.

Notre sécurité face aux provocations et violences de la police nécessite son désarmement et de nous organiser collectivement et démocratiquement pour assurer nous-mêmes notre défense et notre sécurité dans les quartiers, les manifestations, sur nos lieux de travail, et exercer notre contrôle démocratique sur les commissariats et les agissements des flics.

Pour lutter contre les violences policières et sociales, nous avons besoin de nous organiser en toute indépendance des pouvoirs établis pour construire ensemble une perspective avec la jeunesse révoltée. C'est la seule voie pour nous défendre dans les quartiers et partout contre la police mais aussi contre l'offensive violente de l'extrême droite. La seule voie aussi pour combattre la violence

sociale en imposant nos propres réponses à nos besoins sociaux et démocratiques, en préparant l'affrontement avec l'État et sa police, et lui contester le pouvoir.

Dans cette situation inédite, rien n'est écrit par avance et nécessite la discussion ouverte et démocratique de toutes celles ceux qui ne peuvent rester calmes devant l'assassinat d'un jeune de 17 ans par la police, sur les moyens de riposter. De toutes celles et ceux qui veulent changer cette société, militants révolutionnaires, travailleurs et militants du mouvement qui ont refusé de donner aux

patrons deux ans de plus de leur vie, qui ont lutté pour les salaires, des soulèvements de la terre qui partout contestent la dégradation de la planète par un capitalisme prédateur et destructeur, jeunes qui se révoltent contre l'insécurité sociale, le racisme et l'exclusion... pour prendre en main nous-mêmes les affaires de la société, construire un monde plus juste, qui n'aura besoin d'aucun organe de répression ni de coercition.

Christine Héraud

---

## **Poutine, Prigojine and co, la décomposition en cours de l'État et de l'armée russe pourrait ouvrir la porte à la rébellion des travailleurs, des femmes, de la jeunesse**

**D**ans la nuit du 23 au 24 juin dernier, Prigojine, le chef du groupe paramilitaire Wagner, milliardaire fasciste et mafieux, lançait une partie de ses troupes dans une « Marche de la justice » vers Moscou après avoir accusé les dirigeants de l'armée russe, Choïgou le ministre de la Défense et Guerassimov, le chef d'État-major, d'avoir fait attaquer ses campements arrière et tué nombre de ses mercenaires. Des colonnes de soldats et de blindés pénétraient en territoire russe et s'emparaient dans la nuit, sans rencontrer de résistance, des sites militaires de Rostov-sur-le-Don, une ville d'un million d'habitants qui sert de quartier général aux troupes russes engagées en Ukraine. Le samedi 24 dans l'après-midi, d'autres forces de Wagner s'approchaient à 200 kilomètres de Moscou.

Poutine, le matin même du 24, dans un discours de cinq minutes prononcé en urgence, bien loin de l'habituel « *Tout est sous contrôle* », avait dénoncé les « *traîtres* » et leurs « *coups de poignard dans le dos* ». « *Nous ne voulons pas que notre pays continue à vivre dans la corruption, le mensonge et la bureaucratie* », répondait cyniquement en faisant assaut de patriotisme, Prigojine, -surnommé le « *cuisinier de Poutine* » qui a fait sa fortune dans les cercles du pouvoir et l'exécution de ses basses œuvres dans le Donbass entre autres-, avant d'annoncer dans la soirée que ses troupes faisaient demi-tour, suite à une médiation du dictateur de Biélorussie, Loukachenko. Poutine, confirmant les engagements de celui-ci, déclarait que les poursuites pénales contre Prigojine allaient être abandonnées, sous réserve qu'il aille s'installer en Biélorussie. Les combattants de Wagner n'ayant pas pris part à la « *mutinerie* » devraient signer un contrat avec le ministère russe de la Défense et les autres ne seraient pas poursuivis « *en reconnaissance des services rendus* ».

### **Une reprise en main illusoire ?**

Humilié par cette rébellion de son protégé et par la médiation de Loukachenko qui s'est en outre répandue sur les réseaux sociaux sur les échanges qu'ils avaient eus, Poutine a depuis tenté de rétablir son autorité mise à mal,

en mettant en scène son pouvoir de décision. Lors d'une réunion au Kremlin, mardi, devant les responsables de la sécurité intérieure du FSB et le ministre de la Défense Choïgou dont Prigojine réclamait la tête, il a rappelé que l'État russe, qui se servait jusqu'ici de la prétendue indépendance du groupe Wagner pour agir en sous-main, avait versé à celui-ci l'équivalent d'environ un milliard d'euros depuis mai 2022. Il a exprimé « l'espoir » « *qu'au cours de ces opérations, personne n'ait rien volé* » ! « *Nous allons vérifier tout cela* », a-t-il ajouté. La menace associée à une promesse d'amnistier les mutins des faits d'insurrection est bien à l'image de l'attitude passive de Poutine manifestement dépassé par la situation. Incapable de prendre l'offensive contre Prigojine il a vainement tenté de donner le change, d'afficher une autorité bien peu crédible comme lorsqu'il a décoré le même jour des soldats censés avoir « *déjoué le putsch* » alors que la colonne de centaines de véhicules et blindés de Wagner s'était enfoncée samedi en territoire russe sur 780 km sans rencontrer aucune résistance d'un pouvoir tétanisé.

Et c'est probablement pour affirmer sinon sa force, du moins son pouvoir de nuisance, que Poutine a commandité lui-même le bombardement ce même mardi soir de cibles civiles dans la ville ukrainienne de Kramatorsk, dont un restaurant chic bondé de monde, qui a fait des dizaines de morts et de blessés.

### **Un révélateur de la fragilité du pouvoir**

Le chef de Wagner et ses incartades contre les dirigeants de l'armée accusés des revers de la Russie dans la guerre, avaient été tolérées par Poutine tant que Prigojine était sous contrôle, un fort en gueule radical, disant tout haut ce que beaucoup pensent tout bas, utile au pouvoir tant qu'il était tenu en laisse d'autant que ses troupes étaient indispensables dans la guerre.

Le conflit s'est envenimé à partir du 10 juin lorsque le pouvoir a donné l'ordre à tous les groupes indépendants de combattants de se soumettre à l'autorité du haut commandement militaire. Ce que Prigojine a refusé, sachant

qu'il perdrait les moyens de son pouvoir et de sa richesse en abandonnant le contrôle de son groupe de mercenaires.

Il a durci ses propos accusant les dirigeants de l'armée d'être incompetents, et de mentir non seulement sur le cours de la guerre mais aussi sur les raisons de celle-ci. Comme toute crise, la guerre jette un éclairage brutal sur l'autocratie de Poutine, le régime mafieux au service des oligarques, elle révèle et accentue ses faiblesses et ses failles, la déstabilise et l'ébranle. La guerre est entrée dans toutes les familles russes depuis la mobilisation forcée, fauchant les vies des soldats envoyés au front sans expérience ni équipement performant et la population subit la dégradation de ses conditions d'existence, salaires bas, militarisation de l'économie, privations...

L'assentiment dont Poutine bénéficiait dans les couches dirigeantes, dans les « élites » privilégiées par le pouvoir a été mis à mal par la conduite désastreuse de la guerre, les revers militaires, le mécontentement des couches populaires même si la répression légale ( ? ) renforcée par l'arsenal juridique mis en place par Poutine, de même que les pressions terroristes de groupes d'activistes, ont réussi jusqu'à présent à le faire taire.

« *L'initiative de Prigojine de « marcher sur Moscou», écrit Anna Colin Lebedev dans Le Monde du 27 juin, sa facilité à entrer dans Rostov-sur-le-Don et à continuer au-delà, sont venues s'ajouter à une série d'événements de ces dernières semaines où l'Etat central a semblé absent, ou pas à la hauteur des enjeux. L'incursion des groupes armés en provenance d'Ukraine dans la région de Belgorod, l'attaque de drones à Moscou et l'avancée de Wagner sur plusieurs centaines de kilomètres ont posé la question de la capacité de l'Etat russe à défendre son territoire. Une blague circule désormais sur les réseaux sociaux : «Prendre en trois jours», on vient de le comprendre, ce n'était pas de Kiev mais de Moscou qu'il s'agissait.» »*

## **La décomposition de l'État vers la mise à genoux de la Russie voulue par les USA et l'Otan ?**

Personne ne peut savoir quelle sera la suite de cet affrontement tragi-comique entre le monstre Poutine et sa créature, homme d'affaires devenu richissime, mercenaire sanguinaire, qui a remporté la victoire sur la ville Bakhmout, une des seules conquêtes russes en Ukraine, après des mois de combats atroces, un enfer pour sa population et les soldats des deux camps. Si l'oligarque exilé par Poutine, Khodorkovski, qui passe pour un opposant au pouvoir, a déclaré, « *Oui, même le diable il faudrait l'aider s'il décidait d'aller contre ce régime !* », prenant ainsi parti pour Prigojine, il est clair que cette bataille entre mafieux n'a aucun rapport avec la vie et les intérêts de la population.

L'exacerbation des rivalités entre mafieux s'inscrivent dans les objectifs politico-militaires de la coalition au sein de l'Otan et plus largement de la cinquantaine de pays du groupe de Ramstein, sous l'égide des USA et de l'UE

qui ont fait de Zelensky leur chef militaire et surarmé et entraîné l'armée ukrainienne dont ils se servent comme chair à canon. Cette guerre par procuration n'a pas pour objectif de défendre la démocratie et la souveraineté nationale de l'Ukraine mais d'affaiblir la Russie, comme l'a déclaré Biden, afin de renforcer la position géostratégique de vieilles puissances impérialistes, USA en tête. Elle est dans la continuité de la politique engagée par les vieilles puissances impérialistes sous la houlette des USA depuis la liquidation de l'URSS par la bureaucratie dont la guerre en Yougoslavie, son démantèlement ont été la première étape.

Elle représente une étape importante dans la militarisation du monde conséquence de l'exacerbation de la concurrence sous le règne du capital financier mondialisé.

Elle a déjà fait des centaines de milliers de morts et de blessés dans les deux camps, ravagé des régions entières dont les riches terres agricoles ukrainiennes, détruit plusieurs villes et des infrastructures indispensables aux populations. Elle atteint aujourd'hui un seuil critique, un processus de décomposition de l'État russe qui pourrait leur permettre de réaliser leur objectif déclaré, mettre à genoux la Russie.

Cela ne voudrait pas dire la fin de la guerre mais probablement plutôt un chaos engendré par la lutte entre bandes armées mafieuses se disputant les fruits de leurs rapines. Les forces ultra-réactionnaires, couvées par le régime, pourraient se donner entièrement libre cours à la faveur de cette décomposition de l'État russe, les Prigojine et Wagner, Kadyrov et ses troupes tchéchènes fidèles à Poutine, connus pour leur sauvagerie guerrière et leur corruption, ou encore le général Souvorikine que Prigojine aurait voulu voir remplacer le chef d'état-major Guerassimov et qui a été surnommé le « *boucher de Syrie* » à cause du très grand nombre de victimes parmi les civils dues aux bombardements dont il a donné l'ordre en 2017.

## **Une rébellion au sommet qui pourrait encourager une rébellion par en bas pour en finir avec la guerre**

Mais ce déclin du pouvoir de Poutine et cette décomposition de l'État russe pourraient aussi encourager l'expression du mécontentement et de la révolte contenus par la violence de la dictature.

Dans son discours à la nation au lendemain de la mutinerie de Wagner, le samedi 24, Poutine a agité ce qui est pour lui le spectre de 1917, une révolution ayant renversé le régime tsariste miné par la guerre et provoqué la chute de la « *Russie éternelle* ». Cette révolution, la révolte des masses travailleuses contre la guerre et le tsarisme en février 1917 avait encouragé des mutineries et des fraternisations de soldats sur le front puis, leur accession au pouvoir en octobre, le premier pouvoir ouvrier, pointe avancée d'une vague révolutionnaire, avait fait trembler les classes possédantes en Europe et dans le monde et

avait mis fin à la boucherie sanglante de la Première guerre mondiale.

Une telle hypothèse, une rébellion par en bas des travailleurs, des jeunes, des femmes russes refusant la guerre et renouant avec ces traditions internationalistes pour engager des fraternisations avec la population ukrainienne est certes encore difficile à imaginer mais elle représente la seule issue à la barbarie de cette guerre réactionnaire et fratricide. De la même façon, que notre lutte ici, au cœur même des vieilles puissances impérialistes, contre notre propre gouvernement et sa politique militariste est la

seule solidarité avec la population d'Ukraine et aussi de Russie, une solidarité pour en finir avec les responsables du militarisme et de la guerre, les multinationales et les États qui les servent.

Cette solidarité refuse toute complaisance avec la propagande guerrière et mensongère menée au nom d'une prétendue défense de l'indépendance de l'Ukraine par les USA et l'Otan ainsi qu'avec l'union nationale et le nationalisme.

*Galia Trépère*

---

## **On ne dissout pas le soulèvement du peuple !**

Le mouvement contre la réforme des retraites, le refus de perdre deux ans de plus de sa vie au travail, l'irruption du monde du travail sur la scène politique a bousculé la donne, changé les rapports de forces sociaux et politiques. Mouvement historique, inédit, au-delà des formules, il s'inscrit dans une remontée des luttes entamée avec le mouvement de 2016 contre la loi travail et dont les gilets jaunes ont représenté une étape importante au sens où il est la manifestation la plus radicale de rupture avec les institutions bourgeoises dites républicaines et les partis qui s'y partagent les sinécures. Le mouvement contre la réforme des retraites approfondit cette évolution. S'y retrouve une combinaison d'un mouvement de masse du monde du travail, indépendant de la gauche politique, qui a trouvé dans l'intersyndicale sa direction tout en développant en son sein de profonds sentiments anticapitalistes, antisystème et une mobilisation à la base autour d'actions de blocage dans la continuité des gilets jaunes. Se sont ainsi formés des cadres d'auto-organisation démocratiques où se sont retrouvés équipes syndicales, gilets jaunes, militants LFI, militants révolutionnaires soucieux d'agir au sein même du mouvement. Ils s'inscrivent dans la continuité des mouvements précédents et constituent des acquis, une expérience collective décisive pour préparer les combats à venir même s'ils n'ont pas été en mesure de dépasser les limites de la politique de l'intersyndicale.

### **Offensive et rivalités au sein du parti de l'ordre**

La victoire de Macron n'est en rien la défaite du mouvement qui se poursuit par la lutte pour les salaires. Il avait fait de cette bataille la mère des batailles dans sa volonté de plier le monde du travail, les organisations syndicales, le parlement et sa propre majorité à sa volonté, de ce point de vue, le bilan se retourne contre lui. Il enregistre une défaite politique majeure. Il est sans majorité, discrédité, condamné à une fuite en avant sans issue, politique spectacle, bluff confronté à de grandes difficultés ne serait-ce que pour remanier son gouvernement et tourner la page. À plus ou moins long terme, il n'aura pas d'autre choix que de dissoudre la chambre pour revenir devant les électeurs

en convoquant des élections législatives mais il est là aussi contraint de tenir jusqu'aux élections européennes de 2024 qui seront probablement pour sa majorité une nouvelle défaite. Loin de mettre à genoux le monde du travail et les organisations syndicales, il a contribué à une mobilisation inédite, à de nouvelles prises de conscience que la répression renforce. L'État n'est pas une machine au service de la société mais bien au contraire rodée à servir les intérêts des gros actionnaires, des classes possédantes. L'assassinat par un policier de Nahel à Nanterre en est une nouvelle démonstration. L'interdiction des Soulèvements de la terre vise le soulèvement populaire, des salarié.es, de la jeunesse, des femmes, des sans-papiers en cours...

Si la droite comme l'extrême droite ont joué au Parlement la comédie de l'opposition s'indignant hypocritement de la censure du 49.3 par peur d'être débarquée vis à vis de l'opinion, leur politique tout en étant rivale de Macron s'inscrit dans la même démarche, déterminée par les intérêts du CAC 40 et du patronat, des classes privilégiées. Leurs rivalités politiciennes ne les empêchent pas de cohabiter dans le même camp réactionnaire, de rivaliser de démagogie contre les migrants ou sur le terrain sécuritaire. On assiste à une lepénisation du climat politique. La démagogie visant à retourner la violence du système contre ses victimes désignées comme coupables et responsables devient le trait dominant de la propagande médiatique, un consensus réactionnaire étouffe toute pensée indépendante. La peur de la contestation comme de la faillite de leur propre système soude le camp réactionnaire contre le monde du travail, les femmes, la jeunesse, les migrants. L'enjeu des batailles politiciennes à venir visera à sélectionner qui réussira à en prendre la tête contre le RN auquel une large partie de la droite et de la bourgeoisie n'est pas disposée à laisser les rênes du gouvernement.

### **La gauche syndicale et politique dans le piège du jeu institutionnel**

Face à cette offensive réactionnaire dictée par les intérêts de la finance inquiète de son propre avenir, la gauche parlementaire reste impuissante. Une partie d'entre elle se plie à la pression dominante et fait de LFI et Mélenchon

son adversaire tout désigné pour complaire à la droite. Cela y compris au sein de la Nupes. Roussel ne manque pas une occasion de se démarquer tant de LFI que des écologistes les moins intégrés pour s'adapter aux préjugés les plus éculés. L'alliance électorale et parlementaire de la Nupes aura bien du mal à tenir jusqu'aux européennes. Son seul ciment est la peur du danger de l'offensive de droite extrême et d'extrême droite. LFI minée par ses propres rivalités internes face à Mélenchon est politiquement désarmée. Mouvement populiste de gauche né de l'effondrement des vieux partis ouvriers, socialiste et communiste, elle n'a ni base sociale ni appareil solide et n'échappera pas au sort de Syriza ou de Podemos, la voie grecque ou espagnole qui conduit à se plier à l'ordre établi.

L'intersyndicale, -en premier lieu la CGT, la CFDT qui se revendique d'un « mouvement social historique », SUD, la FSU-, a constitué la direction politique de la mobilisation contribuant en réponse à l'intransigeance de Macron à rassembler, unir le monde du travail. Cela lui vaut une large popularité, un renforcement organisationnel et politique qui, selon ses propres dirigeants, replace le syndicalisme au centre du jeu... politique. C'est bien là tout le paradoxe.

La stratégie perdante de l'intersyndicale a été définie par l'objectif d'intégrer la mobilisation dans le cadre du dialogue social qui est la condition même de l'existence des différents appareils qui la composent, c'est à dire leur capacité à contenir le mécontentement populaire dans le cadre institutionnel tout comme la gauche a pour fonction de le contenir dans le cadre des institutions parlementaires.

Elle prétend au lendemain du mouvement être en mesure d'utiliser le nouveau rapport de force pour défendre les droits des salariés, des chômeurs dans le respect du dialogue social, c'est un leurre qui prépare de lourdes déceptions.

## **Contre les ravages du capitalisme et la guerre,**

En effet, une des caractéristiques essentielles de la période actuelle est que la dynamique régressive du capitalisme financiarisé mondialisé ne laisse que très peu ou pas du tout de marge de manœuvre au patronat dont la politique sous la pression de la concurrence exacerbée et de la baisse des gains de productivité vise à maintenir les profits par une aggravation de l'exploitation de l'homme et de la nature.

La leçon centrale du mouvement est que les exigences élémentaires du monde du travail sont devenues des questions politiques qui posent la question du rapport de force entre les classes qui ne peut être inversé si l'on craint de contester le pouvoir de la bourgeoisie, son État, c'est à dire de poser la question du pouvoir, non simplement la question du gouvernement mais celle de qui dirige au service de quels intérêts, de quelle classe.

La crise de la démocratie, c'est la crise de la machine parlementaire bourgeoise destinée à nous duper. Elle pose la question de la conquête de la démocratie par et pour les travailleurs pour contrôler et prendre en main la marche de la société. Cette question est au cœur des luttes, de notre démarche aussi.

Une autre conséquence majeure de la dynamique régressive du capitalisme financiarisé des multinationales et de l'exacerbation de la concurrence économique est la guerre, la militarisation croissante. La guerre en Ukraine atteint un seuil critique où l'affaiblissement de la Russie voulu par les USA et leurs alliés dans l'Otan pourrait déboucher sur la décomposition de l'État au profit des pires forces réactionnaires, conséquence de la politique engagée par les vieilles puissances impérialistes sous la houlette des USA depuis la liquidation de l'URSS par la bureaucratie dont la guerre en Yougoslavie, son démantèlement ont été la première étape. Cependant, cette décomposition de l'État russe pourrait encourager la rébellion des travailleurs, des femmes, de la jeunesse, la résurgence des traditions internationalistes du prolétariat russe qui en octobre 1917 avait mis fin à la guerre.

L'attitude vis-à-vis de la guerre définit une ligne de rupture avec la gauche intégrée à la défense du système qui la justifie mais aussi avec des courants pacifistes qui confondent la paix avec la victoire des USA et de l'Otan dans la guerre par procuration que ces derniers mènent contre la Russie sous couvert de défense de l'Ukraine dont ils ont fait leur place forte, qu'ils financent, arment et dirigent. Il ne peut y avoir de compromis avec la propagande officielle des grandes puissances occidentales qui font de Poutine le seul responsable de la guerre pour masquer leur propre responsabilité de pays belligérants et qui censure toute contestation de ce mensonge officiel. Il n'y a pas de compromis possible avec les courants, y compris au sein de la gauche dite radicale voire révolutionnaire, qui ferment hypocritement les yeux sur le rôle des USA dans les origines de la guerre, leur politique d'expansion militariste vis à vis des pays de l'ancien glacis soviétique depuis l'effondrement de l'URSS pour reprendre à leur compte le mensonge de la défense des droits démocratiques de l'Ukraine.

La lutte pour la paix, c'est la lutte des travailleurs pour en finir avec la domination des États et des classes dominantes capitalistes contre Poutine, Biden, Macron et Zelensky qui s'est fait leur chef de guerre, la lutte pour la fraternisation des travailleurs, le socialisme.

## **La convergence des mouvements et des révoltes**

Autre question mise au centre du débat politique par la mondialisation capitaliste, la lutte des migrants. Cette lutte, la défense de leurs droits, du droit de libre circulation et d'installation, de la régularisation de tous les sans-papiers a un contenu subversif, émancipateur du fait qu'elle remet en cause ce soutien indispensable à la pro-

priété privée capitaliste que sont les frontières et l'État national.

Les migrants ne sont pas les simples victimes de la démagogie réactionnaire et xénophobe mais bien une partie du prolétariat international qui se bat pour ses conditions d'existence, lutte qui sape les piliers de l'ordre établi tant institutionnel qu'idéologique, la nation et le nationalisme. Leurs exigences, leur combat sont ceux de tous les travailleurs.

A un autre niveau, le caractère politique pris par les marches des fiertés, la lutte contre les violences et contre l'ordre moral et policier, la contestation du patriarcat et de la famille traditionnelle bourgeoise en décomposition, parallèlement à l'évolution des luttes des femmes et avec elles, font de ces mobilisations un facteur révolutionnaire. De la lutte pour l'égalité à la lutte contre les discriminations et les oppressions, elles deviennent par elles-mêmes une lutte pour l'émancipation des exploité-e-s.

La crise écologique, le réchauffement climatique donnent à la faillite du capitalisme une dimension mondiale et font de la transformation du mode de production, -en finir avec la propriété financiarisée pour construire un mode de production socialiste, communiste-, une impérieuse nécessité. L'ensemble des composantes de la déroute capitaliste comme les progrès technologiques et le développement du prolétariat conduisent à la même conclusion inscrite dans l'évolution de la société et les luttes des classes décrites par la théorie marxiste.

Le mouvement révolutionnaire a pour tâche d'œuvrer à la convergence des différents mouvements de contestation du système, composantes d'une même lutte de classe contre l'exploitation capitaliste dans la perspective de la transformation démocratique et révolutionnaire du monde. Il est partie prenante de l'ensemble de ces luttes non pour leur faire la leçon ou prétendre les diriger mais pour participer à leur prise de conscience que la réalisation de leurs aspirations passe par la liquidation de la société d'exploitation.

Au regard du besoin d'unir le monde du travail, les exploité-e-s et les opprimé-e-s autour d'une politique de classe de contestation révolutionnaire du système, les divisions entre révolutionnaires et leurs justifications idéologiques sont autant de freins. De ce point de vue, les scissions-exclusions du NPA qui ont abouti en un an à la formation de trois organisations rivales est un symptôme de l'incapacité du mouvement à être la force unificatrice et démocratique dont les luttes d'émancipation ont besoin. Dépasser les divisions, surmonter ces échecs nous fixent la tâche d'une refondation démocratique et révolutionnaire du NPA instrument d'une politique visant à unifier notre mouvement.

## **Pour la coopération des révolutionnaires, dépasser les divisions vers un parti des travailleurs**

La construction d'un parti du monde du travail se pose en termes nouveaux qui nous imposent des choix politiques

pour mettre un terme à cette situation qui maintient le mouvement révolutionnaire en marge des mobilisations, prisonnier des rivalités de ses tendances tout entières attachées à leurs tâches d'autoconstruction.

La nouvelle phase de développement du capitalisme sénile et le renouveau des luttes de classe qui l'accompagne, ici les derniers mois de mobilisations contre la réforme des retraites, à la fois nous l'imposent comme ils nous en offrent la possibilité si nous sommes en mesure d'apprendre collectivement du mouvement lui-même.

Pendant de trop longues années, nous avons été des révolutionnaires sans révolution. L'adaptation au recul a poussé à la recherche d'expédients soit au nom d'un espèce de réalisme -la révolution n'est pas à l'ordre du jour, demain peut-être-, soit à un renoncement plus ou moins ouvert conduisant au suivisme vis à vis de la gauche ou à des proclamations gauchistes sectaires.

La nouvelle époque à laquelle le mouvement ouvrier est confronté, les bouleversements qu'elle opère, le renouveau des luttes sous diverses formes sont à la fois l'occasion et la nécessité pour le mouvement révolutionnaire d'opérer sa mue, sa révolution culturelle. Ce n'est pas une simple question de bonne volonté unitaire mais bien l'enjeu de la discussion stratégique et programmatique, répondre aux besoins de la période pour sortir de la répétition des formules héritées d'il y a un siècle pour repenser ce que signifient véritablement le socialisme, le communisme et la révolution dans le monde d'aujourd'hui, c'est-à-dire reconstruire.

Nous sommes confrontés à un choix politique, perpétuer les divisions justifiées par des choix tactiques que personne n'a les moyens de vérifier pratiquement ou nous donner les moyens d'œuvrer à une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire en commençant par débattre de ce qui nous rassemble en lien avec le mouvement réel, avec ses actrices et acteurs, nous coordonner pour élaborer une compréhension et une politique communes.

Le parti des travailleurs, des luttes, parti pour la transformation révolutionnaire de la société ne se formera ni par une accumulation primitive de forces autour d'une des fractions existantes ni par un front de fractions ou la fusion entre différentes fractions. Aussi légitimes et utiles que soient l'une et l'autre de ces tentatives qui s'inscrivent dans le travail de l'ensemble du mouvement, ce travail ne pourra déboucher en l'état actuel des choses que s'il s'inscrit consciemment dans un processus combinant la coordination et la coopération des courants révolutionnaires soucieux de ne pas se limiter à leur autoconstruction, respectant la pleine autonomie et capacité d'initiative de chaque fraction tout en s'ouvrant à celles et ceux qui cherchent des réponses politiques tant à l'échec du mouvement sur les retraites qu'à la faillite du capitalisme sénile. Ce cadre de coopération et de coordination devrait aussi être un cadre d'élaboration politique et programmatique pour définir les bases stratégiques du parti dont le mouvement ouvrier a besoin.

Il ne s'agit pas de discuter « du parti que nous voulons », formule qui renvoie en général à une autre formule, « un parti de type bolchevique », formule qui exprime une schématisation du marxisme -qui ne définit pas de modèle pas plus de parti que de société mais part des possibilités tant objectives que subjectives- et souvent un rapport sectaire aux masses auxquelles le parti devrait apporter la bonne politique. Le parti auquel nous partici-

pons n'est pas extérieur au processus d'auto-organisation mais en est une composante la plus consciente. Leur parti comme leur émancipation sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

*Le 28 juin 2023*

*Texte collectif dans le cadre des discussions au sein du NPA*